

Correo Internacional



*Publication de la LIT-QI. Nouvelle époque. Num. 132
Août 2007*

Réforme Constitutionnelle au Venezuela

Avancée vers le socialisme ou avancée du contrôle et de la répression de la part du gouvernement sur le mouvement de masses ?



*Répression violente contre les travailleurs de Sanitarios Maracay
sur l'autoroute Caracas- Maracay, le 24/04/2007 (Photo du journal El Municipio)*

Il y a quelques jours, le président du Venezuela, Hugo Chávez, a présenté à l'Assemblée Nationale (le parlement) un projet de réforme de la constitution de 1999 (celle approuvée au début de son premier mandat). Si l'Assemblée lui accorde son soutien (ce qui est garanti, étant donné la majorité absolue des députés chavistes), la nouvelle constitution serait finalement approuvée par un plébiscite.

Le texte inclut plusieurs articles sur « les objectifs sociaux de la production » et le droit de l'Etat d'intervenir dans le processus économique, et définit la création d'organismes appelés de « pouvoir populaire ». Il incorpore aussi le droit de réélection **illimitée** pour le poste de président, jusqu'à présent limité à deux mandats.

Comme c'est le cas avec chaque mesure d'une certaine importance adoptée par le gouvernement de Chavez, celle-ci a aussi donné lieu à une intense polémique. Dans un extrême, l'opposition de droite, plusieurs gouvernements latino-américains et l'impérialisme l'ont critiquée comme étant un pas de plus vers l'installation d'une « dictature personnaliste ». Dans la bouche de ces personnages de la bourgeoisie et de l'impérialisme, la « défense de la démocratie » et la préoccupation pour les droits du peuple vénézuélien sont une totale hypocrisie.

Dans l'autre extrême, ceux qui soutiennent le gouvernement de Chavez affirment que la nouvelle constitution renforce « la marche vers le socialisme du 20^{ème} siècle » et que, dans cette marche, il est inévitable de toucher à des intérêts et de restreindre les libertés de ceux qui défendent ces intérêts lésés.

Toutefois, cette dernière position néglige un concept élémentaire : il ne peut y avoir aucune marche vers le socialisme qui n'aie la classe ouvrière et le peuple comme protagonistes ainsi que la défense des intérêts et l'amélioration des conditions matérielles de vie de ceux-ci comme objectif. Autrement dit, **la construction du socialisme ne peut être possible que si elle est faite *par et pour* la classe ouvrière et le peuple.**

Si nous analysons en profondeur la réalité vénézuélienne actuelle, du point de vue des intérêts ouvriers et populaires, nous voyons qu'aucun de ces deux prémisses clef n'existe. Le Venezuela est toujours un pays capitaliste et la bourgeoisie continue à contrôler le pouvoir politique et économique à travers un secteur de cette classe, la soi-disant *bourgeoisie bolivarienne* qui se manifeste dans le gouvernement chaviste.¹

C'est pourquoi, toutes les mesures et politiques du gouvernement chaviste (y compris celles qui peuvent apparaître comme plus « progressistes ») sont, en dernier ressort, destinées à défendre les intérêts de la bourgeoisie, contre la classe ouvrière et le peuple.

De ce point de vue de classe, **la nouvelle constitution, loin de représenter un pas dans la « marche vers le socialisme », représente un pas de plus dans l'avancée accélérée du processus de contrôle de plus en plus totalitaire des libertés démocratiques dans le pays, par le gouvernement de Chavez.** Cette avancée n'est pas dirigée essentiellement contre la bourgeoisie vénézuélienne et l'impérialisme (même si elle peut parfois les affecter partiellement, avec l'une ou l'autre mesure comme celle de la fermeture de la chaîne de télévision RCTV), mais contre les travailleurs et le peuple vénézuélien.

Que représente le gouvernement de Chavez ?

¹ L'expression suprême de cette bourgeoisie bolivarienne est Disonado Cabello, gouverneur de la province Mirador et chef du Commando National du MVR (l'organisation politique du chavisme avant le PSUV). Dans un rapport qui a circulé par plusieurs moyens de communication, l'année passée, le vieux combattant vénézuélien Domingo Alberto Rangel dénonce que Cabello « *a acquis, par le biais de prête-noms, l'entreprise de conditionnement Eveba en Cumaná, les entreprises industrielles qui ont appartenu aux groupes Sosa Rodriguez et Montana, aujourd'hui dissous, trois banques commerciales, plusieurs compagnies d'assurance (...) voilà la vérité.* »

Dans plusieurs éditions antérieures de *Courrier International* nous avons défini le gouvernement de Chavez comme « bonapartiste sui generis », ² c'est-à-dire comme un gouvernement qui représente un secteur de la bourgeoisie d'un pays arriéré qui cherche à s'appuyer sur le mouvement de masses pour essayer de compenser sa faiblesse face à l'impérialisme, et pouvoir ainsi négocier une marge un peu plus grande d'« indépendance ». En général, ce type de gouvernement s'appuie sur l'armée, dirigée par un « chef » militaire qui impose ses décisions sans aucun type de participation réelle des secteurs ouvriers et populaires. De là son nom de « bonapartisme », en référence à Napoléon Bonaparte.

Mais en s'appuyant sur la mobilisation des masses, ce secteur bourgeois est conscient du fait qu'il « joue avec le feu » parce qu'il existe un sérieux danger que cette mobilisation déborde vers un processus révolutionnaire indépendant, qui rompt le cadre de l'Etat bourgeois. C'est pourquoi il a, en même temps, la nécessité impérieuse d'exercer un contrôle de fer sur ces masses et de construire des « digues de retenue » pour éviter ce débordement.

Le gouvernement de Chavez, renforcé par la défaite des tentatives putschistes de 2002 et par ses triomphes électoraux continus, est entré dans une phase destinée à fortifier son caractère bonapartiste et ce contrôle de fer sur le mouvement de masses. Ce n'est qu'en ayant sous les yeux ce panorama que l'on peut comprendre à fond la véritable signification de ses récentes mesures et politiques.

Faisons un récapitulatif

Pour étayer ce concept, faisons un récapitulatif de quelques unes de ces mesures :

- *Approbation de « pleins pouvoirs »*. L'année passée, l'Assemblée Nationale a approuvé la concession des « pleins pouvoirs » à Chavez pour gouverner. Il n'y avait aucune raison pour justifier cette mesure puisque le gouvernement a une majorité absolue dans le Parlement et peut approuver les lois qu'il veut. Cela a tout simplement été une manifestation de discipline envers le « chef ».
- *La formation du PSUV*. Ce parti est en train de se construire comme un outil politique typique d'un gouvernement bonapartiste, en utilisant tout le poids de l'appareil de l'Etat pour obtenir des millions d'affiliations, avec de fortes pressions sur les travailleurs du secteur public, menacés de perdre leur emploi, avec de l'argent pour acheter des dirigeants syndicaux et du mouvement de masses, etc. Avec cet outil, Chavez peut exercer un contrôle beaucoup plus dur sur le mouvement de masses à partir de l'appareil de l'Etat et, en même temps, discipliner verticalement dans cette structure tous les cadres du mouvement qui le soutient et qui est encore assez hétérogène et dispersé dans plusieurs organisations aujourd'hui. ³ Rappelons que ceux qui ne veulent pas entrer au PSUV, même s'ils ont combattu contre les putschistes et la droite durant toutes ces années, ont été qualifiés par Chavez de « contre-révolutionnaires ». De fait,

² Bonapartiste un peu spécial. Cette caractérisation a été utilisée par Léon Trotsky pour définir le gouvernement de Lázaro Cárdenas et le système de pouvoir du Mexique, dans les années trente.

³ Ces organisations sont le MVR (Movimiento Quinta República, le chavisme officiel); PPT (Patria Para Todos, une rupture de Causa R); Podemos (une rupture du MAS); la UPV de Lina Ron (une sorte de dirigeante *piquetera* vénézuélienne); le PCV et même le PRS.

le PSUV n'est nullement une nouveauté historique. Des mouvements politiques comme le péronisme argentin, le PRI mexicain ou le nationalisme arabe ont créé des partis semblables, durement disciplinés au "chef" bourgeois (Perón, Cardenas, Nasser, etc.).

- *La fermeture de la chaîne RCTV.* La fin de la concession de cette chaîne de télévision et son incorporation au réseau gouvernemental des moyens de communication a donné lieu à une intense polémique. La LIT-QI s'est opposé à cette mesure, en **alertant** qu'en dernier ressort, elle était dirigée contre la liberté d'expression de la classe ouvrière. Cette prise de position a fait l'objet de très dures attaques de la part de plusieurs courants de gauche, qui s'appuyaient sur le caractère putschiste et réactionnaire des anciens directeurs de la chaîne. Ce débat devient aujourd'hui clairement plus concret. Récemment, plusieurs luttes ouvrières ont été durement réprimées par le gouvernement et tous les moyens de communication gouvernementaux, y compris TVES (ex RCTV), ont passé les faits sous silence et fait taire la voix des travailleurs en lutte. La question à laquelle il faut alors répondre est très simple : avec cette mesure, la liberté de presse de la classe ouvrière a-t-elle ou pas augmenté ?

La nouvelle constitution

Voyons maintenant la nouvelle constitution. Nous avons déjà dit qu'elle introduit un article qui permet la réélection indéfinie du président. Mais ce critère n'est pas appliqué pour les gouverneurs et les maires. C'est-à-dire, il est fait à mesure pour Chavez.

On pourra fait valoir que cette mesure est dirigée contre des gouverneurs comme Jorge Rosales, de la province de Zulia, ancien candidat présidentiel et principale figure de l'opposition de droite, pour affaiblir sa base d'appui. Nous ne partageons pas ce critère : dans un régime, nous défendons que seul le peuple vénézuélien a le droit de décider quel gouverneur ou maire doit continuer à gouverner ou non. Dans un véritable Etat ouvrier en marche vers le socialisme, toutes les fonctions et mandats de gouvernement seraient révocables par les assemblées populaires ou un autre mécanisme de démocratie ouvrière.

Mais, en outre, cet article du projet de Constitution est aussi dirigé contre des gouverneurs et des maires de partis alliés du gouvernement national qui ont refusé d'entrer au PSUV. C'est le cas du gouverneur de Sucre, Ramón Martínez, de Podemos, que le gouvernement national a déjà commencé à attaquer publiquement.

Dans d'autres articles de cette édition, nous analysons comment les références aux « objectifs sociaux de la production », à la création d'« entreprises socialistes » et d'organismes de « pouvoir populaire » sont de la rhétorique pure et ne font que cacher, d'une part, les tentatives d'expansion économique de la « bourgeoisie bolivarienne » et, d'autre part, de nouvelles formes de contrôle et de musellement du mouvement de masses, totalement associées au gouvernement.

Nous réitérons que, selon nous, le socialisme ne peut être construit que par et pour la classe ouvrière et le peuple, ce qui veut dire que le chemin vers une économie socialiste et la création d'organismes de pouvoir populaire ne peut être authentique que s'il se base sur un processus autonome de mobilisation et d'organisation démocratique des

travailleurs et du peuple. Aucun Etat bourgeois, moins encore un Etat avec un régime bonapartiste, ne peut être le constructeur des véritables organes de pouvoir ouvrier et populaire. Comme disait Karl Marx : « *La libération des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes* ».

C'est pourquoi, en accord avec son caractère bourgeois, le gouvernement de Chavez attaque, avec des moyens légaux, politiques et même physiques, toute expression de cette mobilisation et organisation autonomes, comme les grèves et les mobilisations pétrolières, le contrôle ouvrier de Sanitarios Maracay ou l'« autonomie » de l'UNT, pour les mettre en échec ou les contrôler.

A partir de là une conclusion très claire s'impose : la mobilisation et l'organisation authentiques des travailleurs et du peuple vénézuéliens ne pourront se développer qu'en combattant de manière indépendante pour leurs revendications, tant immédiates qu'historiques. Cela implique le combat contre le gouvernement de Chavez et sa politique, y compris ce nouveau projet de Constitution.

< Article 2 >

La situation de la classe ouvrière

Nous avons soutenu que l'attaque aux libertés démocratiques est dirigée, en dernier ressort, contre les travailleurs et le peuple. Nous devons partir du fait que les conditions de vie des masses n'ont connu aucune amélioration importante pendant le gouvernement de Chavez, en dépit du fait que, depuis quatre ans au moins, le pays reçoive des recettes pétrolières beaucoup plus importantes et que l'économie croisse à bon rythme.

Plus de la moitié de la population active continue à survivre grâce à des occupations informelles comme la vente de porte à porte ou le transport improvisé. Ceux qui ont un emploi comme salarié n'en sont pas pour autant mieux lotis. Le salaire minimal perçu par la plupart des travailleurs est de 250 dollars par mois, ce qui ne permet pas de couvrir les besoins de base en alimentation, et encore moins toutes les dépenses élémentaires d'une famille, évaluées à 700 dollars par mois. Les secteurs qui gagnent un peu plus (comme les travailleurs pétroliers spécialisés) peuvent recevoir 500 ou 600 dollars. Les conditions de travail sont désastreuses, spécialement dans les usines manufacturières ou dans les raffineries, qui n'ont réalisé aucun investissement de base depuis longtemps. En même temps, dans la plupart des secteurs, cela fait des années que des négociations de convention collective n'ont pas eu lieu.

Avec toi, je ne discute pas, avec le « putschiste », oui...

Tout ceci a donné lieu à une forte vague de luttes pour des salaires, des conditions de travail et la négociation de conventions collectives ; une vague totalement oubliée, tant par la presse « démocratique » du continent que par les moyens de communication gouvernementaux. Outre les cas que nous analysons dans ce *Courrier*, il y a aussi eu des conflits récents à Sidor (la grande entreprise sidérurgique de la province de Bolivar) et à Toyota de Cumaná (Sucre).

Face à ces luttes, le gouvernement prétend choisir avec qui négocier les nouvelles conventions. Dans le cas des pétroliers de PDVSA par exemple, il prétendait le faire

avec les anciens « dirigeants » putschistes de la fédération de la CTV,⁴ totalement répudiés par les travailleurs. Une forte mobilisation a empêché cette manœuvre.

Quand les luttes ouvrières débordent, c'est la fin des « bonnes manières » et des manœuvres du gouvernement et la répression directe apparaît. Cela a été le cas avec les travailleurs de Sanitaires Maracay dans la province d'Aragua (voir article). C'est aussi le cas avec les pétroliers de Zulia (occident du pays), dont la manifestation a été durement réprimée par la Garde Nationale, avec un solde de plusieurs blessés et de quatre pétroliers emprisonnés, tout cela sous une pluie d'accusations gouvernementales d'être des « saboteurs ». Dans ces cas, le « masque socialiste » du gouvernement de Chavez tombe et son caractère bourgeois se dévoile cruellement.

Les travailleurs du secteur public

Cela peut paraître contradictoire pour ceux qui défendent l'idée de la « marche vers le socialisme » sous ce gouvernement, mais ce sont les travailleurs du secteur public (1.200.000 en total) qui souffrent le plus des conséquences de cette politique du gouvernement. Près de la moitié perçoivent le salaire minimal. Dans tous les départements et ministères, la convention collective est périmée depuis longtemps : le comble est la situation... au Ministère du Travail, avec seize ans sans négociation.

Ici aussi, le gouvernement veut choisir avec qui négocier. Une des deux fédérations syndicales, liée aux anciens « dirigeants » putschistes, a été reçue par le Ministre du Travail, José Ramos Rivero, et a demandé 40% d'augmentation (un chiffre en dessous de l'inflation des quatre dernières années). L'autre fédération a réclamé 60%, ainsi que le paiement d'une bonification rétroactive, pour compenser une partie des pertes subies. Quand cette dernière allait présenter sa proposition, son dirigeant, Marco García, s'est vu annoncer que les fonctionnaires du ministère avaient reçu l'interdiction de le recevoir.

Face à cette situation, un noyau de dirigeants syndicaux du secteur a occupé une partie des installations du ministère, en exigeant qu'on discute cette dernière proposition ainsi que la destitution du ministre. Après une situation tendue, où on leur a coupé l'alimentation en eau et électricité et où ils ont reçu des menaces et des agressions de l'organisation Tupamaros (la troupe de choc du gouvernement), les dirigeants ont été délogés.

Ce cas des travailleurs du secteur public résume trois des piliers de la véritable politique du travail du gouvernement de Chavez : salaires misérables, non-reconnaissance des représentants syndicaux réels et tentative de négocier avec des « dirigeants » fantômes et putschistes et, comme tableau de fond, la répression des luttes et de leurs dirigeants.

Il s'avère évident que, dans la mesure où ces luttes ouvrières croissent, la répression gouvernementale contre les travailleurs croîtra en même temps.

⁴ Central de Trabajadores Venezolanos, la centrale historique du pays, fondée en 1930. Sa direction a toujours eu des liens très forts avec le parti bourgeois Acción Democrática (AD). Après son soutien au putsch de 2002 et au boycott économique des entrepreneurs contre le gouvernement de Chavez, la Centrale s'est divisée et beaucoup d'organisations, de courants et de dirigeants l'ont abandonné pour fonder, peu après, la UNT.

< Article 3 >

Les attaques à l'« autonomie syndicale »

Les attaques à l'« autonomie syndicale », c'est-à-dire les attaques à l'indépendance des syndicats et des centrales face à l'Etat et au gouvernement, sont un autre aspect central de l'actuelle politique du gouvernement chaviste. Chavez lui-même, dans un discours du mois de mars de cette année, a affirmé « qu'il faut en finir avec cette histoire de l'autonomie syndicale ».

La question de l'« autonomie » se réfère aujourd'hui, en premier lieu, au destin de l'UNT (Union Nationale de Travailleurs), apparue en 2003 par la faillite de la vieille CTV lors de l'attitude putschiste de celle-ci. Bien que l'UNT et les courants qui l'intègrent aient toujours revendiqué le « processus bolivarien », plusieurs d'entre eux (spécialement le courant CCURA) ont revendiqué la nécessité de leur « autonomie » face au gouvernement et aux patrons.

La politique du chavisme est que l'UNT se subordonne au PSUV, qui est en train de s'articuler comme le « bras politique » du gouvernement. Chavez propose donc que la direction de l'UNT soit préalablement définie dans le PSUV et par après seulement « choisie » dans l'UNT. Toutefois, quatre des cinq courants internes de l'UNT ont rejeté cette proposition et ont décidé, dans une récente réunion plénière de quelque mille activistes, de convoquer à des élections cette année, sans attendre l'« approbation » du gouvernement, ce qui veut dire, dans les faits, une décision « autonome ».

Le seul courant qui s'est opposé à cet accord a été la FSTB (Force Socialiste Bolivarienne de Travailleurs), liée au ministère du Travail. Son principal dirigeant, le député Oswaldo Vera, apparaît dans les meetings du PSUV comme « représentant » de l'UNT, bien qu'aucun organisme de la centrale ne l'ait désigné comme tel. Vera a durement attaqué l'accord de convoquer à des élections. Comme l'a dénoncé Orlando Chirino (dirigeant de la CCURA et un des coordinateurs nationaux de l'UNT) : « *Je pense que les déclarations d'Oswaldo Vera sont la réponse 'officielle' du haut gouvernement contre les efforts pour réunifier la Centrale* ». Chirino a ajouté que cette réponse est destinée « à l'imposition d'office des candidats ou à diviser la centrale », en promouvant la désaffiliation (www.aporrea.org, 03/08/2007).

La LIT-QI rejette toute tentative du gouvernement de Chavez de concocter qui doivent être les « représentants » des travailleurs. Nous défendons le droit de l'UNT de réaliser ses élections internes, sans interférence du gouvernement. Nous revendiquons la nécessité que l'UNT avance sur le chemin d'être une centrale totalement « autonome » des patrons et, spécialement, du gouvernement, ce qui ne pourra être obtenu qu'avec le respect le plus absolu de la démocratie ouvrière en son sein.

Toutefois, il est nécessaire de tirer toutes les conclusions de ces faits. Le gouvernement de Chavez n'est pas prêt à tolérer la moindre « autonomie » de l'UNT, ni même le droit élémentaire de choisir librement sa direction. Si l'UNT n'entre pas dans les rangs, la politique de Chavez est d'essayer de la diviser et de la détruire.

Il est dès lors clair que Chavez et son gouvernement sont totalement opposé à toute expression de démocratie ouvrière. Que pouvons-nous alors attendre des organismes d'un « pouvoir populaire » hypothétique, inclus dans le projet de la nouvelle

constitution, qui seront téléguidés directement depuis les ministères, les gouvernements et les mayorats ? Même si certains d'entre eux peuvent recevoir le nom trompeur de "soviets" (par lequel on essaye d'associer ce projet avec la Révolution russe de 1917), le véritable objectif sera celui de contrôler les travailleurs et, en même temps, d'utiliser ces organismes comme armes pour détruire les processus plus authentiques d'organisation, comme l'UNT.

< cadre >

Le cas de Sanitarios Maracay

Et les « entreprises socialistes » ?

Le projet de nouvelle constitution vénézuélienne comprend plusieurs articles qui parlent des « objectifs sociaux de la production », du droit de l'Etat d'intervenir dans l'économie et d'exproprier des secteurs qui sont considérés comme « stratégiques », ainsi que de la création d'« entreprises socialistes ».

Il est certain que cette partie du texte augmentera l'enthousiasme de ceux qui soutiennent le gouvernement de Chavez, considérant qu'il s'agit d'un pas en avant dans la « marche vers le socialisme ». Toutefois, si nous le confrontons à la réalité, nous voyons que cet enthousiasme n'a aucune justification.

D'abord, Chavez lui-même a déclaré que toute entreprise productive nationale ou étrangère aura sa place dans le « socialisme du 20^{ème} siècle ». Cela ressemble fort à un capitalisme avec un certain degré d'intervention étatique. C'est ce qui a été démontré durant ces années de gouvernement, où les bourgeoisies nationale et étrangère continuent à faire de grandes affaires dans les secteurs pétrolier, automoteur, bancaire, etc., alors que les dures conditions de vie des travailleurs et du peuple ne changent pas.

Mais si quelque chose montre bien le caractère de « publicité socialiste trompeuse » de ces articles, c'est le cas de Sanitarios Maracay, une importante entreprise de la ville homonyme (capitale de la province d'Aragua), fondée il y a 47 ans.

Fatigués de supporter les abus permanents de leur propriétaire, Álvaro Pocaterra (un homme très lié aux vieux politiciens d'Action Démocratique et promoteur du putsch de 2002), les 800 travailleurs ont réalisé, au cours des dernières années, plusieurs luttes pour le paiement des salaires et l'observation de clauses de la convention collective.

Face à cela, les patrons ont réalisé une vieille manœuvre dans leur tentative de mettre en échec les travailleurs : en 2006, ils se sont retirés de l'entreprise et ont annoncé sa fermeture. Les travailleurs ont occupé l'usine, décidé d'assumer le contrôle de l'entreprise et maintenu sa production. Depuis lors, ils réclament au gouvernement l'accomplissement de ce que Chavez lui-même a annoncé il y a des années (« *entreprise fermée par les patrons, entreprise ouverte par le gouvernement* »). C'est pourquoi ils réclament que le gouvernement exproprie et étatisé l'entreprise pour qu'elle continue à fonctionner sous le contrôle de ses travailleurs.

Toutefois, loin d'accomplir cette promesse, et anticipant le supposé esprit « socialiste » de la nouvelle constitution, le gouvernement a fait tout son possible pour casser la lutte de ces travailleurs et pour que l'usine retourne aux mains de ses anciens propriétaires.

Les représentants du ministère du Travail leur ont dit que « *le mieux qu'ils puissent faire est d'accepter la vente de l'entreprise et percevoir les indemnisations* ». En même temps, comme le dénonce Orlando Chirino dans le reportage déjà cité, le gouvernement national a besoin de produits sanitaires pour les 18.000 logements du Programme Petrocasa. Mais il a choisi de les commander à d'autres entreprises, dont beaucoup sont la propriété de chefs d'entreprise putschistes de 2002, au lieu d'acheter la production sous contrôle ouvrier de Sanitarios Maracay, bien qu'elle ait une très bonne qualité et des bas prix.

Comme si tout ceci n'était pas suffisant, les travailleurs ont aussi subi la répression gouvernementale. Fatigués du manque de réponse à leurs réclamations, ils ont décidé d'aller à Caracas, le 24 avril dernier. Leurs omnibus ont été durement réprimés sur le chemin par la police du gouverneur d'Aragua, Didalco Bolivar, et par des bataillons de la Garde Nationale. Ce fait a été à l'origine d'une grève régionale combative de cet état, en mai dernier, en solidarité avec eux et en exigeant la destitution du gouverneur.

C'est pourquoi, nous ne devons pas nous tromper. Le gouvernement de Chavez et les intérêts de la « bourgeoisie bolivarienne » peuvent arriver à nationaliser des entreprises comme la CANTV et Electricidad de Caracas, en achetant ses paquets actionnaires. Mais ce qu'il ne va jamais faire, c'est promouvoir un processus d'expropriation généralisée de la bourgeoisie nationale et des propriétés de l'impérialisme dans le pays, ni développer le contrôle des travailleurs dans les entreprises nationalisées.

Cela a été clairement démontré dans la façon dont fonctionnent aujourd'hui ces entreprises nationales ou nationalisées, comme PDVSA ou CANTV, dirigées par la « bourgeoisie bolivarienne » sans aucune possibilité des travailleurs de contrôler leur fonctionnement. **Moins encore le gouvernement chaviste va-t-il promouvoir** la mobilisation généralisée de la classe ouvrière et du peuple pour faire avancer ce processus.

C'est pourquoi, quand apparaît un exemple authentique de contrôle ouvrier et de mobilisation pour l'expropriation d'une entreprise, comme celui de Sanitarios Maracay, le gouvernement de Chavez l'attaque et le réprime au lieu de le soutenir et de le montrer comme un exemple à suivre.

Ses discours et le texte du projet de la nouvelle constitution peuvent être pleins de références au « socialisme ». Mais une fois dégagée l'emballage rhétorique, sa politique réelle n'a rien à voir avec les intérêts et les nécessités des travailleurs, mais beaucoup avec ceux des bourgeois comme Álvaro Pocaterra.